

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 23 JUIN 2010

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Monique DURAND
☎ : 04 72 61 61 50
✉ : monique.durand@rhone.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1995 autorisant la société LAVARHONE à exploiter une station de lavage intérieur de citernes routières, 3, avenue de l'Industrie à CORBAS ;

VU le rapport en date du 18 mai 2010, transmis le 27 mai 2010, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées, dont une copie a été adressée à l'exploitant le 21 mai 2010 ;

CONSIDERANT qu'une visite d'inspection approfondie réalisée le 18 mai 2010 a permis à l'inspecteur des installations classées de constater, notamment, que la conformité du matériel électrique aux dispositions qui lui sont applicables n'était pas démontrée ;

CONSIDERANT, en conséquence, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires pour remédier aux manquements mis en évidence ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

.../...

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société LAVARHONE est mise en demeure de respecter les dispositions des points 6.1.7 et 6.3.5 de l'article 2 de l'arrêté du 23 octobre 1995 susvisé, relatifs au contrôle du matériel électrique de l'établissement qu'elle exploite 3, avenue de l'Industrie à CORBAS, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CORBAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 JUIN 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,
la Secrétaire générale
Josiane CHEVALIER